



**REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN**

L'an deux mille vingt deux, le huit septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine

Absents : SEHAN Alain (pouvoir à LE FAUCHEUR Laurent)

DELVO SALAUN Rozenn (pouvoir à LE HEGARAT Valérie)

SEVRET Chrystel (pouvoir à GAUVAIN Michaël)

CORLAY Gérald

Secrétaire de séance : PIPART Fabrice

DELIBERATION N° 20220908-039

Date de convocation : 2 septembre 2022

Objet : Mise en concurrence du contrat-groupe d'assurance statutaire mandatement du CDG22

Le Centre de Gestion des Côtes d'Armor a pour intention de proposer un contrat-groupe d'assurance statutaire garantissant les collectivités territoriales et les établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (décès, accident du travail, maladie professionnelle,...).

Ce contrat a pour objet de regrouper, des collectivités territoriales et des établissements publics, à l'intérieur d'un marché d'assurance dit « police d'assurance collective à adhésion facultative ».

La commune de Goudelin est soumise à l'obligation de mise en concurrence de ses contrats d'assurances et peut se joindre à la mise en concurrence effectuée par le CDG 22.

Le mandat donné au CDG22 permettrait donc à la commune d'éviter de conduire sa propre consultation d'assurance.

La consultation portera sur les garanties financières et les prestations de gestion du contrat groupe.

La décision définitive fera l'objet d'une nouvelle délibération, après communication des taux et conditions obtenus par le CDG 22. Ainsi, les prestations, garanties et taux de cotisation seront de nouveau soumis préalablement au vote du conseil municipal afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat-groupe d'assurance souscrit par le Centre de Gestion à compter du 01/01/2024.

M. le Maire propose de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance statutaire que le CDG 22 va engager en 2023.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- ACCEPTE de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour le contrat-groupe d'assurance statutaire que le CDG 22 va engager en 2023
- CHARGE M. le Maire d'entreprendre les démarches en ce sens.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Laurent LE FAUCHEUR

